

De termijn voor de berekening van de gewestelijke verdeelsleutel over het geheel van de middelen dat aan elk bedrijf wordt ter beschikking gesteld voor het jaar 2020 en waarmee bij de berekening van de gewestelijke verdeelsleutel rekening wordt gehouden mag verlengd worden van 31 december 2020 naar 30 juni 2021. De vennootschappen krijgen hiertoe eveneens de mogelijkheid om een op voorhand duidelijk afgesproken bedrag van haar investeringsmiddelen (voorzien om uitgegeven te worden in 2020) over te dragen naar het jaar 2021 conform de mechanismen voor transfer bepaald in hun beheerscontracten. Deze middelen worden vervolgens in rekening gebracht bij het bepalen van de sleutel voor het jaar 2020 tegen 30 juni 2021. De sleutel voor het jaar 2021 zal gerespecteerd worden tegen 31 december 2021. Deze regeling geldt zowel voor de NMBS als voor Infrabel. De Ministerraad mandateert de Minister belast met de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en bevoegd voor Infrabel om deze bedragen vast te stellen. De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer is belast met het verifiëren van de uitzonderlijke gewestelijke verdeelsleutel van 30 juni 2021 in plaats van 31 december 2020

- (8) Vanaf 2021 is de indexering van de exploitatiesubsidies van toepassing.
- (9) Deze bijkomende subsidies worden uiterlijk op de 25e dag van elke maand in maandelijkse twaalfden uitbetaald. De opvolging van de uitvoering ervan is geïntegreerd in de bestaande procedures binnen de FOD Mobiliteit en Vervoer. Voor het jaar 2021 moet de verdeelsleutel 60/40 globaal worden gerespecteerd op de lokaliseerbare investeringen die dankzij de federale subsidies worden gedaan.
- (10) Vanaf het jaar 2021 kan het bedrag van de compensatie voor de woon-werkverplaatsingen worden overschreden in afwijking van artikel 74, tweede lid, van het beheerscontract. Bovendien, in aanvulling op artikel 74, zevende lid, van het beheerscontract, ingeval het bedrag van de compensatie onvoldoende blijkt om de NMBS volledig te compenseren voor de woon-werkverplaatsingen in kwestie, wordt het negatieve verschil tussen het bedrag hernomen in de bovenstaande tabel voor het " woon-werkverkeer " en de werkelijke kost van deze verplaatsingen betaald aan de NMBS in het daaropvolgende jaar conform artikel 74, zevende lid, van het beheerscontract.
- (11) Maximumbedragen betaald volgens het specifieke protocol tussen de Staat en elk bedrijf.
- (12) De bedragen zullen worden vastgesteld na goedkeuring van de projecten door de Ministerraad.
- (13) Onder voorbehoud van beschikbaarheid van budget

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 27 december 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de voorlopige regels die als beheerscontract van Infrabel en NMBS gelden.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/22736]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " O.N.E. ", article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2021 ;

Vu le « Test genre » du 25 juin 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Comité de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 5 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière donné le 7 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Comité de Direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 8 juillet 2021;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 8 juillet 2021 ;

Vu le protocole n° 538 du Comité de Secteur XVII, conclu le 12 juillet 2021 ;

Vu l'avis n° 70.121/4 du Conseil d'État, donné le 28 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2016, et modifié par les arrêtés du 24 avril 2019 et du 19 novembre 2020 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Les mandataires sont évalués deux ans après leur désignation et dans le courant de la dernière année de la législature.

Ces évaluations portent sur la façon de réaliser et sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs stratégiques et opérationnels dont le mandataire est responsable en vertu de sa lettre de mission, du contrat d'administration et, pour les mandataires de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction et de rang 15, du contrat d'objectifs.

Pour les organismes d'intérêt public de la catégorie A et de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des certains organismes d'intérêt public, les évaluations portent sur la façon de réaliser et sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs stratégiques et opérationnels dont le mandataire est responsable en vertu de sa lettre de mission, du plan d'administration et du contrat de gestion ou d'administration. ».

Art. 2. L'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. § 1^{er}. Les mandataires de rang 17 et les Fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public sont évalués par le Gouvernement.

Les mandataires de rang 16+ et 16 faisant partie du Comité de direction du Ministère de la Communauté française sont évalués par une Commission composée comme suit :

1° le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, qui préside la Commission ;

2° le Ministre-Président ;

3° le ou les Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) ;

4° du Secrétaire général pour les mandataires du Ministère de la Communauté française ou du Fonctionnaire dirigeant de l'organisme pour les mandataires des organismes d'intérêt public

Les mandataires de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction et les mandataires de rang 15 du Ministère de la Communauté française sont évalués par une Commission composée comme suit :

1° le supérieur hiérarchique immédiat du mandataire évalué ;

2° le supérieur hiérarchique N+2 du mandataire évalué.

Les mandataires de rang 16 ou 15 des organismes d'intérêt public sont évalués par une Commission composée comme suit :

1° le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme, qui préside la Commission ;

2° le (ou les) supérieur(s) hiérarchique(s) du mandataire.

Les mandataires de rang 16 et 15 des organismes d'intérêt public ayant un seul supérieur hiérarchique au sein de l'organisme sont évalués par une Commission composée comme suit :

1° le (les) Ministre(s) fonctionnellement compétent, qui préside ;

2° le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme.

Pour l'application de l'alinéa 5, lorsque plusieurs ministres sont compétents pour le secteur d'activité d'un mandataire, le ministre compétent pour la plus grande partie de ce secteur d'activité préside la Commission.

Par dérogation à l'alinéa 5, les mandataires de rang 15 des organismes d'intérêt public de type B ayant un seul supérieur hiérarchique au sein de l'organisme sont évalués par une Commission composée comme suit :

1° le Président du Conseil d'administration, qui préside ;

2° le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme.

§ 2. Le Gouvernement et les Commissions d'évaluation visées au paragraphe 1^{er} établissent leur règlement d'ordre intérieur. Ce dernier devra, a minima, prévoir une réunion préparatoire à l'audition des mandataires, ainsi qu'un débriefing post évaluation. ».

Art. 3. A l'article 34 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La Commission est valablement composée lorsque chaque membre visé à l'article 33 est présent. »

2° à l'alinéa 3, les mots « Celle-ci délibère valablement si, au moins, toutes les catégories sont représentées, sans préjudice de l'article 33, § 1^{er}, 2°, a, alinéa 2. » sont abrogés.

Art. 4. L'article 35 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. § 1^{er}. Le mandataire est évalué en se basant sur :

1° le (ou les) rapport(s) de suivi annuel du contrat d'administration, du contrat d'objectifs ou le rapport du plan d'administration visé à l'article 21bis, § 3. A la demande du (ou des) Ministre(s) fonctionnel(s), le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions peut demander un rapport complémentaire au mandataire ;

2° le rapport d'évaluation du mandataire ;

3° l'audition du mandataire ;

4° le rapport motivé du supérieur hiérarchique immédiat du mandataire ;

5° le rapport motivé du (ou des) Ministre(s) fonctionnel(s) du mandataire ;

6° le cas échéant, le rapport ou l'audition de toute personne dont le Gouvernement ou la Commission d'évaluation juge nécessaire de recueillir les déclarations ;

7° le cas échéant, un rapport complémentaire émis à l'initiative du Gouvernement ;

8° le cas échéant, pour ce qui concerne les fonctionnaires généraux de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française, l'avis visé à l'article 6, § 3, 7°, du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française.

Le Gouvernement établit les modèles de canevas des rapports visés l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°.

§ 2. Lors de la première évaluation du mandataire, des objectifs d'amélioration des compétences de gestion sont fixés sur base d'un bilan de compétence réalisé par un prestataire externe.

Le bilan de compétences vise à établir une évaluation des compétences de gestion du mandataire et prévoit une prise d'avis auprès des pairs et collaborateurs du mandataire évalué. Les personnes interrogées dans le cadre de la réalisation du bilan de compétences sont choisies de commun accord par le mandataire et son supérieur hiérarchique.

Pour les mandataires faisant partie du Comité de direction du Ministère de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public, le bilan de compétences intègre également l'appréciation du rôle du mandataire en tant que membre du Comité de direction.

Pour le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou le Fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public, le bilan de compétences est réalisé en interrogeant les membres du Comité de direction, notamment sur les compétences spécifiques du Secrétaire général ou du Fonctionnaire dirigeant en tant que président du Comité de direction.

Pour les Fonctionnaires dirigeants d'un organisme d'intérêt public doté d'un Conseil d'administration, le bilan de compétences est réalisé en interrogeant également les membres du Conseil d'administration.

Le bilan de compétences est discuté préalablement à l'évaluation intermédiaire avec le supérieur hiérarchique du mandataire.

Lors de la seconde évaluation du mandataire, l'autorité compétente pour l'évaluation apprécie dans quelle mesure le mandataire a atteint les objectifs d'amélioration qui lui ont été fixés. ».

Art. 5. A l'article 36, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 avril 2016, les mots « l'article 35, 3° et 4° » sont remplacés par les mots « l'article 35, 1°, 2°, 4°, 5° et 8° ».

Art. 6. A l'article 41 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 27 avril 2016 et modifié par l'arrêté du 19 novembre 2020, les mots « , coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, » sont à chaque fois supprimés.

Art. 7. L'article 42 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. § 1^{er}. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat en cours.

§ 2. En cas d'attribution d'une évaluation réservée, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'un délai de six mois.

En cas d'attribution de deux évaluations réservées consécutives, ou d'une mention défavorable en suite d'une première évaluation réservée, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

§ 3. Le mandataire évalué ne peut pas se voir attribuer une évaluation défavorable à l'issue de la première évaluation visée à l'article 32.

En cas d'attribution d'une évaluation défavorable, à l'issue de la seconde évaluation visée à l'article 32, il est mis fin au mandat de manière anticipée. ».

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux mandataires qui exercent, au moins pour la seconde fois de manière consécutive, un même mandat ou un mandat dont les attributions sont sans différences substantielles avec le précédent.

Art. 8. A l'article 43, alinéa 2 du même arrêté, les mots « qui a reçu une évaluation » sont remplacés par les mots « dont la dernière évaluation a fait l'objet de la mention »

Art. 9. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 9 décembre 2021.

Par le Gouvernement de la Communauté française:

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22736]

9 DECEMBER 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^esorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^esorteren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 juni 2021 ;

Gelet op de « gendertest » van 25 juni 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 5 juli 2021 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, gegeven op 7 juli 2021 ;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het « Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap », gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 8 juli 2021 ;

Gelet op het protocol nr. 538 van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 12 juli 2021 ;

Gelet op het advies nr. 70.121/4 van de Raad van State, gegeven op 28 september 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 32 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^esorteren, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 2016, en gewijzigd bij de besluiten van 24 april 2019 en 19 november 2020, wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De mandaathouders worden geëvalueerd twee jaar na hun aanstelling en in de loop van het laatste jaar van de zittingstijd.

Deze evaluaties hebben betrekking op de uitvoering en het niveau van uitvoering van de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is op grond van zijn opdrachtenblad, de bestuursovereenkomst en, voor de mandaathouders van rang 16 die geen deel uitmaken van het Directiecomité en van rang 15, van de doelstellingenovereenkomst.

Voor de instellingen van openbaar nut van categorie A en categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut hebben de evaluaties betrekking op de uitvoering en het niveau van uitvoering van beheersopdrachten en strategische en operationele doelstellingen waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is op grond van zijn opdrachtenblad, het beheersplan en de beheers- of bestuursovereenkomst. ».

Art. 2. Artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 april 2016, wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. § 1. De mandaathouders van rang 17 en de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut worden door de Regering geëvalueerd.

De mandaathouders van 16+ en 16 die deel uitmaken van het Directiecomité van het ministerie van de Franse Gemeenschap worden door een Commissie geëvalueerd die samengesteld is als volgt :

- 1° de Minister van Ambtenarenzaken die de Commissie voorzigt ;
- 2° de Minister-President ;
- 3° de functioneel bevoegde minister(s) ;

4° de Secretaris-generaal voor de mandaathouders van het ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidend ambtenaar van de instelling voor de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut.

De mandaathouders van rang 16 die geen deel uitmaken van het Directiecomité en de mandaathouders van rang 15 van het ministerie van de Franse Gemeenschap, worden geëvalueerd door een Commissie die samengesteld is als volgt :

- 1° de rechtstreekse hiërarchische meerdere van de geëvalueerde mandaathouder ;
- 2° de hiërarchische meerdere N+2 van de geëvalueerde mandaathouder.

De mandaathouders van 16 of 15 van de instellingen van openbaar nut worden geëvalueerd door een Commissie die samengesteld is als volgt :

- 1° de leidend ambtenaar van de instelling die de Commissie voorzigt ;
- 2° de hiërarchische meerdere(n) van de mandaathouder.

De mandaathouders van rang 16 en 15 van de instellingen van openbaar nut met één enkele hiërarchische meerdere binnen de instelling worden door een Commissie geëvalueerd die samengesteld is als volgt :

- 1° de functioneel bevoegde minister(s) die voorzigt ;
- 2° de leidend ambtenaar van de instelling.

Voor de toepassing van het vijfde lid, wanneer verschillende ministers bevoegd zijn voor de sector van activiteit van een mandaathouder, voorzigt de minister bevoegd voor het grootste gedeelte van deze sector van activiteit de Commissie.

In afwijking van het vijfde lid worden de mandaathouders van rang 15 van de instellingen van openbaar nut van type B met één enkele hiërarchische meerdere binnen de instelling, door een Commissie geëvalueerd die samengesteld is als volgt :

- 1° de voorzigt van de Raad van bestuur die voorzigt ;
- 2° de leidend ambtenaar van de instelling.

§ 2. De Regering en de Evaluatiecommissies bedoeld in paragraaf 1 stellen hun huishoudelijk reglement op. Dit laatste zal a minima een voorbereidende vergadering voorzigt voor de hoorzigt van de mandaathouders, alsook een debriefing na de evaluatie. ».

Art. 3. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De commissie is geldig samengesteld wanneer elk lid bedoeld in artikel 33 aanwezig is. »

2° in het derde lid worden de woorden « Deze beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste alle categorieën vertegenwoordigt zijn, onverminderd artikel 33, § 1, 2°, a, tweede lid. » opgeheven.

Art. 4. Artikel 35 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 27 april 2016, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. De mandaathouder wordt geëvalueerd op basis van :

1° het (de) jaarlijkse opvolgingsverslag(en) van de bestuursovereenkomst, de doelstellingenovereenkomst of het verslag van het bestuursplan bedoeld in artikel 21bis, § 3. Op aanvraag van de functionele minister(s) kan de minister van Ambtenarenzaken een aanvullend verslag aan de mandaathouder vragen ;

2° het evaluatieverslag van de mandaathouder ;

3° de hoorzigt van de mandaathouder ;

4° het met redenen omklede verslag van de rechtstreekse hiërarchische meerdere van de mandaathouder ;

5° het met redenen omklede verslag van de functionele minister(s) van de mandaathouder ;

6° in voorkomend geval het verslag of de hoorzigt van elke persoon van wie de Regering of de Evaluatiecommissie het als nuttig acht de mening te kennen ;

7° in voorkomend geval een aanvullend verslag opgesteld op initiatief van de Regering ;

8° in voorkomend geval, voor wat betreft de ambtenaren-generaal van het Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, het advies bedoeld in artikel 6, § 3, 7°, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap.

De Regering stelt de modellen van verslagen bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, op.

§ 2. Bij de eerste evaluatie van de mandaathouder worden de verbeteringsdoelstellingen van de beheerscompetenties bepaald op basis van een overzicht van competenties uitgevoerd door een externe dienstverlener.

Het overzicht van de competenties heeft tot doel een evaluatie van de beheerscompetenties van de mandaathouder uit te voeren en zorgt voor een mening onder gelijken en medewerkers van de geëvalueerde mandaathouder. De personen die in het kader van het overzicht van de competenties worden ondervraagd, worden gekozen in onderling overleg door de mandaathouder en zijn hiërarchische meerdere.

Voor de mandaathouders die deel uitmaken van het Directiecomité van het ministerie van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut integreert het overzicht van de competenties ook de beoordeling van de rol van de mandaathouder als lid van het Directiecomité.

Voor de Secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidend ambtenaar van een instelling van openbaar nut wordt het overzicht van de competenties uitgevoerd door de leden van het Directiecomité te ondervragen, in het bijzonder over de specifieke competenties van de Secretaris-generaal of van de leidend ambtenaar als voorzigt van het Directiecomité.

Voor de leidende ambtenaren van een instelling voor openbaar nut met een raad van bestuur wordt het overzicht van de competenties uitgevoerd door ook de leden van de raad van bestuur te ondervragen.

Het overzicht van de competenties wordt voorafgaand aan de tussentijdse evaluatie besproken met de hiërarchische meerdere van de mandaathouder.

Bij de tweede evaluatie van de mandaathouder beoordeelt de overheid bevoegd voor de evaluatie in hoeverre de mandaathouder de voor hen gestelde verbeteringsdoelstellingen heeft bereikt. ».

Art. 5. In artikel 36, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 april 2016, worden de woorden « artikel 35, 3° en 4° » vervangen door de woorden « artikel 35, 1°, 2°, 4°, 5° en 8° ».

Art. 6. In artikel 41 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 27 april 2016 en gewijzigd bij het besluit van 19 november 2020 worden de woorden « ,medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt, maar, in dit laatste geval, alleen voor zijn bijdrage, » telkens geschrapt.

Art. 7. Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. § 1. De mandaathouder aan wie een evaluatie “gunstig” wordt toegekend, zet de uitoefening van zijn lopende mandaat voort.

§ 2. Als een evaluatie « met voorbehoud » wordt toegekend, wordt een nieuwe evaluatie na een termijn van zes maanden uitgevoerd.

Als twee opeenvolgende evaluaties « met voorbehoud » of een evaluatie “ongunstig” na een eerste evaluatie “met voorbehoud” toegekend worden, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gemaakt.

§ 3. Aan de geëvalueerde mandaathouder kan na de eerste evaluatie bedoeld in artikel 32 geen evaluatie « ongunstig » worden toegekend.

Als een evaluatie “ongunstig » na de tweede evaluatie bedoeld in artikel 32 wordt toegekend, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gemaakt. ».

Het eerste lid is niet van toepassing op de mandaathouders die althans voor de tweede keer achter elkaar hetzelfde mandaat uitoefenen of een mandaat waarvan de bevoegdheden niet wezenlijk verschillen van het vorige.

Art. 8. In artikel 43, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « wiens evaluatie » vervangen door de woorden « wiens laatste evaluatie de vermelding ».

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 december 2021.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement”,
Fr. DAERDEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22860]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté 2021/972 du collège de la Commission communautaire française fixant les normes d’agrément auxquelles doivent répondre les services de transport médico-sanitaire de patients pour être agréés

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le Décret du 22 février 2018 relatif à l’organisation du transport médico-sanitaire, article 5;

Vu le rapport d’évaluation de l’impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 1^{er} juillet 2021;

Vu le rapport d’évaluation de l’impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 1^{er} juillet 2021;

Vu l’avis de la Commission permanente de concertation, donné le 1^{er} octobre 2019;

Vu l’avis 70.016 du Conseil d’Etat, donné le 7 septembre 2021, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu’il convient d’exécuter l’accord de coopération du 8 novembre 2018 entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire;

Considérant qu’il convient également d’exécuter l’arrêté 2018/2280 du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 février 2018 relatif à l’organisation du transport médico-sanitaire;

Sur proposition du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1. L’arrêté règle une matière visée à l’article 128 de la Constitution, en vertu de l’article 138 de celle-ci.

§ 2. Outre les termes définis à l’article 2 du Décret du 22 février 2018 relatif à l’organisation du transport médico-sanitaire, pour l’application du présent arrêté, on entend par :

1° “décret”: le décret du 22 février 2018 relatif à l’organisation du transport médico-sanitaire ;